

Nouvelles de l'Interzone

Août 2010

www.ph7.ca/net21.htm

Des gens auraient vu une bête aux dents de fers dévaster les terres de l'Interzone. Elle creuserait les trous de la prospection et hurlerait le bon sens de l'exploitation pour étouffer les cris des manifestants que nous pourrions traduire par ces mots: le Plan du Nord du gouvernement québécois étend la bêtise et le copinage dans les endroits les plus reculés.

Je ne réagirais pas à cette affirmation. Pour l'instant, je dois m'inspirer du flegme de Richard Martineau pour construire un texte. Ça va bien. Et comme le chante Fred Fortin dans sa chanson sur le hockey **Canayens**: *Quand ça va ben, ça va ben. J'ai mon compte en banque dans l'pays voisin. Yé pas plein, yé pas loin. T'en a qui s'lamente, mais moé j'leux dois rien.*

Ça va bien. Au Québec il pleut des dollars comme jamais. Nathalie Normandeau, vice-première-ministre du Parti libéral du Québec (PLQ) et ministre des Ressources naturelles, parle même d'un investissement de 50 G\$ dans le domaine énergétique, dont voici quelques exemples:

- 303 M\$ dans l'exploitation de pétrole et de gaz naturel.
- 20 G\$ pour la construction du barrage la Romaine.
- 1,7 G\$ dans la réfection de la centrale nucléaire Gentilly 2.

Ajoutons à la liste le projet d'une ligne de transport d'électricité proposé par la firme torontoise **Transmission Developers**: 540 km de câbles enfouis entre La Prairie et la ville de New York. Plus au nord: des gisements d'uraniums «les moins dispendieux à exploiter sur le globe», selon Gregg J. Sedun, CEO d'Uracan, une minière fondée en 2006.



Uracan et le SISUR

Ça va bien. Gregg J. Sedun est le CEO d'Uracan, une minière fondée en 2006. À ses côtés s'érige Yvan Loubier. Cet économiste décrit comme le chef présagé du PQ, cofondateur du Bloc Québécois avec Lucien Bouchard et député sans reproches de 1993 à 2007, fait de son mieux pour louer Uracan et les vertus de l'uranium à la population de la Côte-Nord.

Lors d'une **entrevue** réalisée pour **CILE FM** (Havre-St-Pierre), Yvan Loubier a affirmé qu'Uracan, la «bonne société corporative», prévoit étaler ses activités sur 30 sites et créer de «400 à 500 emplois de haut niveau» sur les «1,000 km carrés» qu'elle possède. Il ajoute que le précieux métal est d'une importance capitale pour «détecter et traiter des cancers, l'irradiation des aliments [...] et la déstalinisation de l'eau». Pour ceux qui craignent les effets des radiations sur la santé et l'environnement, il précise que l'uranium ne provoque «aucun effet de serre» et que l'extraction se fera «en respectant les normes environnementales très élevées dans le secteur uranifère». Bref, en «Saskatchewan», malgré une extraction d'uranium débutée il y a plus de 60 ans, il n'y a «pas plus de gens malades (...) qu'ailleurs».



Ça va bien. Pour informer la population de la bonne nouvelle, Yvan Loubier a invité des journalistes à une visite guidée d'un site d'Uracan se donnant le 16 juin dernier. Malheureusement, un trouble-fête a voulu «s'imposer». Son nom est Marc Fafard. Comme il ne représente aucun média, sa demande fut refusée.

Bravo! Fafard n'est que le porte-parole de Sept-Îles sans uranium (**SISUR**), une petite association qui lutte contre l'exploitation de gisements d'uranium sur la Côte-Nord. Et malgré le travail honnête

d'Olivier Noël aux communications du SISUR, selon Yvan Loubier, Fafard serait «impolie, agressif», ferait «preuve d'arrogance» et véhiculerait des «arguments erronés».

À mon avis, l'anarchiste de Sept-Îles mérite ces qualificatifs. Il déclare qu'Uracan tenterait de manipuler l'opinion publique en organisant les visites pour mieux blanchir son image. Sur le site du SISUR (www.sisur.ca), il ose cette fois entacher la réputation de l'entreprise en affirmant qu'elle se serait installée sur un lieu d'exploitation au nord d'Aquanish, sans permis ni autorisation. Il ajoute qu'Uracan aurait détruit un aménagement paysagé servant de terrain de jeu pour les jeunes de la région. Mais encore, il précise qu'il aurait tenté, avec le député du Bloc québécois Gérald Asselin, de louer un hélicoptère de Héli-Hexcel pour visiter un site. Refus. L'unique transporteur qui dessert le territoire serait au service d'Uracan. Enfin, même si ça va bien en Saskatchewan, selon un texte de Boucane, ça pourrait aller mieux en Ontario. La région de Eliot Lake, la «capitale de l'uranium», serait polluée par «160 millions de tonnes de déchets toxiques», comprenant une «quantité significative d'isotopes radioactifs», des «résidus» de «minéraux sulfurés qui produisent des acides lorsqu'ils sont exposés à l'air et à l'eau simultanément [...] du thorium et du radium dont la solubilité s'accroît lorsqu'ils sont exposés à des conditions acides».



Désolé pour Boucane, Fafard et le SISUR, mais Charest, Harper et Sarkozy, pour ne nommer que ces trois grands politiciens, répètent, à ceux qui peuvent entendre, que l'uranium est propre et sans danger. Encore désolé. Il faut se complaire dans le confort de l'indifférence pour douter de notre démocratie. Je ne peux croire que Gérald Asselin, député démocratiquement élu, n'a pu accéder au site d'exploitations d'une entreprise qui agirait sans permis. Enfin, j'ajoute que si Richard Martineau communique, mon devoir est d'en faire autant. J'ai donc téléphoné à Marc Fafard (MF). Voici l'intégral de notre conversation:

ML- Bonjour monsieur Fafard. J'ai des questions concernant l'uranium et Uracan.

MF- Mauvais numéro.

ML- Mauvais... C'est bien le 418-927-2528?

MF- Non, ici c'est le 2525...

ML- Monsieur Fafard, je connais le truc. N'essayez pas d'éviter mes questions en me faisant croire que je suis à la mauvaise place.

MF- Hey le con...

ML- Je répète ma question... (Fafard raccroche)

Fafard refuse-t-il de répondre aux questions d'un journaliste? Je le crois. Richard Martineau le croirait aussi. En fait, nous sommes pareils. Disons presque... Moi ma blonde n'est pas Sophie Durocher du *Ici*, mais Sabrina, une Italienne gauchiste qui connaît l'art de me priver des plaisirs de la vie, lorsque je déroge de «l'intégrité intellectuelle», comme elle dit. Je me dis donc que si Richard fait des concessions, je dois en faire aussi, même si le coeur n'y est pas.

De l'autre côté

Il est vrai que le gouvernement Patapouf ne semble pas apprécier le SISUR. Il aurait aussi certainement préféré éviter de se mouiller dans le litige de l'uranium provoqué par la démission, en novembre 2008, de 34 médecins du Centre de Santé et des Services sociaux de Sept-Îles opposés au projet d'exploitation par la minière Terra Ventura. J'avoue aussi que Québec montre des signes distincts d'arrogance et de mépris de la démocratie en se contentant de suggérer au SISUR de communiquer avec la Commission de l'accès à l'information pour répondre à des questions d'intérêts publics concernant l'exploitation d'uranium. Enfin, la proximité entre Harper et Charest dans le dossier emprunte la route de cette pensée totalitaire décrite dans [Le Livre amer](#). Nous avons en exemple cet extrait du discours du Trône du 3 mars 2010 de Stephen Harper, prononcé à la suite de six semaines de prorogation extrait d'un texte de François Desjardins paru dans *Le Devoir* du 4 mars dernier: *Le*

gouvernement veillera à ce qu'aucun règlement inutile ne nuise à la croissance économique de l'industrie canadienne d'extraction minière d'uranium en soumettant indûment l'investissement étranger à des restrictions.

Nous pouvons aussi questionner le silence qui suit la visite journalistique du 16 juin des installations d'Uracan. Aucun écho, même si nous sommes tous collectivement touchés par le Plan du Nord du PLQ. Ajoutons cette information: Yvon Loubier travaille pour la firme de relation publique National. Telle une araignée, National aime bien vider la sève de nos souvenirs pour les rendre de plus en plus friables au point de ne plus oser nous les rappeler par peur qu'ils ne se changent en poussière. Pourtant, nous devons nous souvenir qu'en l'an 2000 *La Presse* et le *Ici* ont pondu, presque simultanément, des textes sur la chaîne de restaurant Mc Donald, tellement élogieux que l'encre avait une odeur de propagande. La raison? National devait laver la réputation de son client Mc Donald à la suite de réactions cavalières du restaurant de la rue Peel (Montréal) face aux tentatives de syndicalisation de 45 employés.

Loubier aimerait-il utiliser le quatrième pouvoir pour son client Uracan? En 2010, l'exploitation d'uranium devrait assurément bénéficier d'un traitement plus onéreux qu'un restaurant voulant se syndiquer, particulièrement lorsque nous constatons l'implication d'un gouvernement qui ne se prive d'aucun moyen pour vendre ses projets ésotériques. Aujourd'hui plus qu'hier, nous devrions trouver dans le paysage des gens qui savent exercer des pressions sur l'État pour qu'il modifie des lois, allège certaines restrictions ou complique l'accès à l'information. Nous pouvons de même imaginer que ce désengagement de l'État (néolibéral) devrait évoluer vers une remise en question du droit de parole quand il ne sert pas les intérêts de groupes, industries et actionnaires d'entreprises se côtoyant dans des réseaux de camaraderie.

Cela dit, ajoutons que lorsque nous lorgnons du côté du développement du Nord, notre seule façon de discerner les relationnistes de la ministre Nathalie Normandeau et du serviteur de National Yvan Loubier est de dire ce qu'ils taisent. À cette fin, je me permets d'ajouter cet extrait du roman apocalyptique en deux tomes *La Faim de la Terre* de Jean-Jacques Pelletier: *l'Alliance libérale du Québec subventionne ses amis pour qu'ils achètent le Québec à la pièce. Et le reste, le premier ministre les vend à rabais aux étrangers!...*

Pour l'économiste Léo-Paul Lauzon, la réalité semble dépasser la fiction. Dans *Dormez-vous au gaz* paru dans le *Métro* du 8 juillet 2010, il écrit que des droits d'exploitations gaziers et pétroliers ont été donnés à des amis du PLQ qui ont eu la bonne idée de les léguer à des «firmes étrangères». Comble de l'arnaque collective, ces compagnies reçoivent aujourd'hui des subventions de l'État, sans obligations pécuniaires. Et pendant que le gouvernement affirme que le développement durable serait demandé par les citoyens, dans *Le Devoir* du 29 et 30 juillet, Louis Hamelin nous informe que les Innus de Matimekosk bloquent depuis le 11 juin le chemin aux minières Labrador Iron Mines et New Millenium pour riposter à une exploitation du sol sans leur consentement. L'économie d'abord? 80 % des retombées économiques iront du côté terre-neuvien. Et si la tendance se maintient, les emplois les mieux rémunérés du Plan du Nord seront pour les travailleurs étrangers alors que ceux occupés par la main d'œuvre québécoise comporteront plus de risques pour la santé, comme dans ce bon vieux Québec d'avant la Révolution tranquille. Mais encore, le Plan du Nord fera assurément grimper les prix des propriétés et les taxes des régions touchées, au point de forcer, comme nous l'observons au Sud, la délocalisation de ceux qui ne peuvent plus payer. Où iront ces gens? Quelque part sur les 50 % des territoires livrés aux activités industrielles, abandonnés par les spéculateurs ou simplement contaminés.

Le syndrome de l'hôpital

Quand le peuple qui paye te traite de crétin écrit Fortin dans *Canayens*. Pour moi, ces mots expriment le syndrome de l'hôpital lorsque nous les lions à la politique. J'explique. Le Plan du Nord, comme tout ce que touche le PLQ, est géré comme un hôpital. Urgence! Des gens veulent connaître les détails du Plan. Ils doivent attendre. S'ils s'offusquent des délais trop longs, le bon gouvernement décide alors de les épuiser de sa lourdeur administrative et législative, comme il le fait avec les infirmières et médecins. Au mieux, il exploite la grogne populaire pour enrichir d'études, d'analyses et de sommets une élite aristocratique dégénérative. Et une fois que l'argent sort de nos poches pour disparaître dans le réseau, nous découvrons que l'urgence s'est transformée en mouvoir sous le regard enjoué d'une clique politique inféodée à des idéologies mortuaires.

Mais encore, nous ne pouvons parler de ce mal sans traiter de l'aile psychiatrique. Elle ressemble à celle du Royal Victoria des années 50 et 60. Une institution reconnue pour avoir participé aux expériences de manipulations psychiques du programme MK ULTRA de la CIA avec le soutien financier (PPP) du gouvernement canayen. Je n'ose me demander si l'expérience continue. Si la consommation toujours croissante de Ritalin (un record) ou autres substances répondent à un besoin de manipuler les Québécois. J'ose encore moins présumer que des manipulateurs s'offriraient une technologie spatiale de pointe pour imposer des idées à notre inconscient lors de notre sommeil. Je crois seulement que les thérapies chimiques qui s'étendent sur le Québec facilitent l'endoctrinement de la population.

Nous reviendrons sur le dossier un jour. Maintenant ce qui importe est notre visite de l'aile de chirurgie plastique gérée par le privé (PPP). Ainsi, *quand ça va moins*, nous visitons notre directeur de banque pour lui chanter du Fred Fortin. J'ai besoin d'un prêt, *car ma femme m'en r'demande pour grossir ses seins. Sont moyens, est pas ben. A s'fie su Fernande. La femme à Poulin. Wayne Poulin.*

Le CHUM est gros. Les seins de la Belle province sont gros. Ils doivent offrir beaucoup de plaisir à ceux qui lui montent dessus. L'État poufiasse de Patapouf est gros. Il est devenu le territoire le plus invitant de la planète pour les minières. Le Plan du Nord est gros. Les emprunts sont aussi gros. La dette de la Belle grimpe plus que jamais sous le règne de Jean Charest, au point de profiter à des amis qui veulent que nous renoncions à des services et biens. Le budget 2010-11, encensé par Loubier, pave cette route en provoquant un appauvrissement de la classe moyenne et défavorisée qui devrait toucher les bases fragiles de l'économie, plus précisément la locale. Il devient ainsi le verre d'eau pour avaler la pilule de la mise aux enchères d'Hydro-Québec et l'exportation d'eau distribuée par de prétendus spécialistes de l'Institut économique de Montréal (IEDM).

Alors que les tribunes médiatiques ne manquent pas pour nous rappeler les rêves des patients de l'IEDM au détriment de la vision plus claire et concrète de [l'Institut de recherche en économie contemporaine](#) (IRÉC), le vide se dresse devant nous lorsque vient le temps de connaître les montants d'argent empruntés de banques étasuniennes pour le Nord. Pourquoi? Si Québec avait de la difficulté à rembourser la facture de la chirurgie, il pourrait être forcé de léguer des biens à ses créanciers.

Une mauvaise gestion des fonds publics? Je préfère parler d'un «complot». L'IEDM partage les mêmes ambitions que la CIA. Aujourd'hui, l'agence de renseignement prévoit non seulement que les États-Unis devront léguer une partie de la planète à l'Inde et la Chine d'ici 2025, mais qu'elle devra redoubler d'ardeur pour acquérir de l'énergie et de l'eau. La CIA a-t-elle le Québec dans sa mire? Nous pouvons le croire lorsque nous voyons un noyau d'entreprises privées se former autour du PLQ pour faciliter la tâche de la CIA. Pour expliquer mon raisonnement quelque peu précipité, revenons à Nathalie **Normendeau**. Lors de son annonce du 27 juillet 2010 concernant l'utilisation d'hydroéoliennes dans le fleuve St-Laurent de Montréal (elle est accompagnée par Imad Amad de RSW), l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable (AQPER) s'est levée pour encenser le projet et faire contre poids à Greenpeace. L'AQPER possède un conseil d'administration impressionnant provenant de Boralex, d'Innergex et de Northland Power. L'association semble aussi privilégier le réseau du PLQ où se retrouve General Electric (GE) dans le dossier des éoliennes. Depuis plusieurs années des échanges de personnels et d'actions se font entre GE et un fond d'investissement très près de la CIA. Il s'agit du groupe Carlyle. Ce dernier partage aussi des avoirs avec Blackstone. Cette banque d'investissement, créée en 1985, aurait sa chaise entre les services secrets étasuniens et la famille Rockefeller. Mais encore, Blackstone finance la firme torontoise **Transmission Developers** vue auparavant. Terminons par ce détail: une part importante des entreprises dont nous retrouvons des membres dans le CA de l'AQPER ont des anciens employés qui travaillent pour le conseiller juridique Mc Carthy Tétreault, dont Phillippe Fortier, ancien employé de Blackstone (DJO LLC, produits médicaux) et d'Innergex.

Bien sûr, nous pouvons parcourir des pages de noms et de liens pour conclure que le Québec est petit. Moi je préfère m'inquiéter de l'effet de ces accointances sur notre démocratie et souveraineté territoriale. Pour excuser ma réaction, je dois préciser que vers la fin de 1992 une connaissance qualifiait Blackstone de *coterie initiatique*... ayant l'autorisation du gouvernement Mulroney pour installer, dans l'édifice de Bell Canada de Montréal, *un système sophistiqué d'écoute téléphonique fonctionnant à la fibre optique afin de dresser la liste d'individus indésirables, à l'aide de mots clés*. Dans le public, cette technologie est devenue

par la suite le système de reconnaissance vocale du service 411. En 2010, nous pouvons croire que Homeland Security (l'autorité qui a validé le permis de conduire Plus lancé par Charest en juillet 2008) et ECHELON (réseau d'espionnage des télécommunications planétaires) accèdent nécessairement aux données de ce système, sans que nous puissions connaître les utilisations futures de cette «liste d'individus indésirables». Enfin, en 2010 Brian Mulroney sert les intérêts de Blackstone au Canada.

Survivance

Ces ramifications laissent l'impression que le Québec est condamné à adhérer à un ordre économique mondial exigeant un accès aux biens publics, une présence accrue de médias propagandistes et une plus grande coopération entre les services de renseignements canadiens et étasuniens. Ce que nous n'osons ajouter à la liste est une ethnicisation des francophones qui répondrait à l'idéologie anglo-saxonne de la race et de la nation (*Le Livre amer*).

Pour aborder le sujet, revenons à *Canadiens*. Sur la toile, nous pouvons faire connaissance avec un type anonyme qui critique l'œuvre de Fortin dans un [texte](http://www.adequacy.org/public/stories/2001.9.15.164358.717.html) écrit quelques jours après le 11 septembre 2001 (www.adequacy.org/public/stories/2001.9.15.164358.717.html). Chacun a droit à ses goûts. Par contre, j'ai plus de difficulté avec les anonymes qui profitent de l'occasion pour associer les francophones à des homosexuelles et les inviter à se tuer. J'accepte aussi difficilement le fait que l'hôpital de Patapouf ne soigne pas la fermeture d'esprit. Il ne fait que transformer l'urgence de l'intervention musclée pour protéger la culture et la langue du Québec en vivoir pour des gens qui refusent le Québec, au point de le mépriser. J'ose ajouter que le Plan du Nord du PLQ servira certainement de cheval de Troie pour implanter des colonies d'anglophones qui exigeront que la Belle parle l'anglais pour qu'ils puissent plus facilement atteindre l'orgasme lorsqu'ils parcourent son entrecuisse.

Les racines de la Belle sont-elles assez fortes pour envoyer paître son client? Dans *La Faim de la Terre* un personnage traite de la «valeur adaptative d'une culture» en affirmant qu'elles n'ont pas «toutes la même valeur» et que «nos moyens d'adaptation (...) peuvent même devenir anti-adaptatifs». Il termine avec ces mots: *Voyez-vous. La culture qui m'inquiète le plus n'est pas la propriété de quelques races que ce soit, c'est la culture occidentale. Particulièrement dans sa forme nord-américaine qui est en train de se répandre sur l'ensemble de la planète.*

L'Amérique brille dans le pur esprit des délires de magie noire d'[Antonin Artaud](#) (1896-1948). Une exploitation à outrance des ressources naturelles s'impose pendant qu'un modèle commercial poussé au sommet du ridicule menace la survie de l'espèce humaine. L'Amérique transforme aussi les élus en des serviteurs de firmes de relations publiques afin de convertir la population à cet illogisme financier qui multiplie l'argent, sans s'occuper des maux que cela provoque. Plus que jamais, en 2010 le Québec démontre que ses deux pieds reposent solidement sur les bases économiques de son colonisateur. Des enveloppes brunes pour la caisse du PLQ. Des exploitations minières sans scrupules. Pour les gens ordinaires, c'est tout ce qui permet de boucler son budget: l'hypothèque sur un condo, les taxes trop élevées, les droits de plus en plus onéreux pour se divertir devant la télévision, la Toile ou son cellulaire.

Lorsque nous traitons de culture, nous devons aussi accepter de discuter de l'héritage religieux. L'argent s'accumule plus facilement dans les sacs des personnes soumises au legs protestant. Au Québec cette fois, l'héritage catholique a longtemps fait craindre l'argent mal gagné. L'argent qui tue, détruit, divise et corrompt. Mais encore, l'économie liée au patrimoine protestant a souvent reflété des vieilles luttes contre les papistes catholiques, au point de dire que les menaces post-11-Septembre perpétrées à la France de Chirac, ancienne fille de l'Église, par le fondamentaliste W. Bush étaient le sceau d'un vieux conflit religieux et économique qui a précédé la conquête de 1759.



S'il veut foncer vers l'avenir, le Québec doit-il renoncer à son passé et opter pour le patrimoine protestant? Nous devons comprendre que l'héritage catholique québécois porte aussi le flambeau de la sociale démocratie nord-américaine qui permet de lutter collectivement contre les maux du mondialisme et du néolibéralisme. Malheureusement, en 2010, cette option politique agonise. Nous pourrions même

présumer qu'elle est assassinée par une gestion qui vise un affaiblissement du Québec, par entre autres, la destruction des acquis de la Révolution tranquille, dont la Caisse de dépôt. Et pendant que nous savons qu'une partie du Québec, plus précisément les régions, croit que le poids de l'argent pèse moins que celui de l'environnement, de la famille, des amis et de la vie, nous devons nous demander quelle solution serait l'idéal pour nous faire accepter le Plan du Nord, sans provoquer de vives réactions. Il faut simplement laisser les choses comme elles vont et accepter qu'avoir pour PM Jean Charest nous démontre plus que jamais que nous sommes une colonie britannique soumise au marché anglo-saxon par les revers du mondialisme. Nous devons aussi comprendre que la mondialisation s'est construite sur une alliance entre le commerce et l'État. En exemple, la Compagnie anglaise des Indes orientales (1609-1874), le plus influent réseau commercial de l'époque, a joué avec la politique internationale par entre autres son implication dans la guerre d'indépendance américaine (Boston Tea Party).



Shiva

Ce commerce a aussi passablement orientalisé l'occident au point que le mondialisme actuel relève d'une quasi-mission mystique dont l'objectif serait un nouvel ordre économique plus hindouiste que protestant. Pour y arriver, le dieu Shiva (nous faisons référence ici uniquement au principe destructeur) se matérialise avec ses quatre bras. Récitons notre mantra: *ça va bien*. Produisons. Tenons le poupon d'une main, le volant de l'autre, un café de la troisième et ajustons la fréquence de la radio avec la quatrième. *Ça va bien*. Travaillons. Engrangeons plus d'argent et fouillons dans nos poches pour payer notre droit de plus en plus onéreux à la propriété, à la nourriture et à l'accès à la garderie. Patapouf? Il a maintenant deux mains sur le volant. Deux autres libres pour répondre aux accusations de corruption et de mensonges. Et lorsque Shiva-Charest utilise ses quatre mains pour réagir aux allégations très sérieuses de son ancien ministre Marc Bellemare. Plus il parle, plus ses mains bougent et plus il nous fait penser à un mignon italien. La raison? On dit que les Italiens s'expriment avec leurs mains. Shiva-Charest est aussi végétarien. Les piments, poireaux, concombres et endives sont omniprésents autour de lui. J'ai même vu une poire inscrite dans le visage de Tony Tomassi, son ancien ministre de la famille éclaboussé par une histoire de carte de crédit aux frais de

l'entreprise BCIA. Enfin, Jean-Patapouf offre des offrandes à Shiva: la chair et le territoire du Québec. Un peu plus... Jean exporte de l'amiante chrysotile vers l'Inde. Don incontournable. Don sacré. Malgré une lettre de contestation de scientifiques de 28 pays, accusant l'amiante d'être un danger pour la santé, Patapouf a exprimé son refus de mettre fin à ce don à l'Inde, lors du Sommet de Davos de janvier 2010. Bravo Jean! Ne te laisse pas manipuler par quelques savants qui ne connaissent rien à l'hindouisme et aux réseaux économiques.

Jean peut maintenant faire aller ses quatre bras pour puiser dans nos poches. Nous rappeler que l'Inde est une puissance nucléaire, que le réacteur CANDU produit du plutonium et du tritium apte pour l'utilisation militaire. Shiva-Charest peut aussi cacher ses quatre bras derrière son dos, en frappant le sol de ses pieds, pour mimer l'impatient devant les gens qui critiquent son inertie et sa politique du secret dans le dossier de l'extraction d'uranium. Il pourra bientôt pointer le Nord de ses quatre index pour montrer l'emplacement du site d'enfouissement canayen des déchets nucléaires.



Espère-t-il des mutations radioactives qui provoqueraient la croissance de deux autres bras? Six bras pour produire plus. Six bras pour payer plus. Six bras! N'est-ce pas un moyen de reléguer le Québec au rang d'une colonie d'insectes asservie à l'Empire? Comme les gens de la Côte-Nord ont déjà assez de mouches par mètre cube, **SISUR a décidé de manifester devant le Parlement de Shiva à Québec, le mercredi 18 août prochain à midi.** Vous êtes invités, même si vous n'êtes pas journaliste.